



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 122 du 23 mai 2019 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE



LE MOIS DE LA GENEROSITE C'EST AUSSI SUR CANAL+

BENEFICIEZ DE 15 JOURS A LA FORMULE SUPERIEURE POUR TOUT REBOONNEMENT AVANT LE 31 MAI 2019

LES BOUQUETS **CANAL+**



MARCHÉ AFRICAIN

Quel pays abritera le siège du Secrétariat Exécutif de la ZLECA? Forces et faiblesses des potentiels candidats

Le 02 avril dernier, la Gambie, clôturait les 22 ratifications des pays africains pour l'entrée en vigueur de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L'accord de la Zlecaf a été signé le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda par 44 pays membres de l'Union africaine (UA). L'accord, conformément au terme du traité, entrera en vigueur en principe en juillet prochain à l'occasion d'un Sommet extraordinaire de l'organisation continentale prévu pour se tenir à Niamey au Niger, à l'initiative du président Issoufou Mahamadou, champion de l'UA pour la Zlecaf.

P.3

BANQUES ET FINANCES

Oragroup, Ecobank, UTB, le trio de tête des banques commerciales au Togo

P.2

COOPÉRATION



Le portefeuille de la BAD se chiffre à 199,780 milliards FCFA au Togo

ELECTIONS LOCALES



A la découverte des sept communes du Golfe et ses cantons

CADRE INTEGRÉ RENFORCÉ



Acteurs des filières anacardes, karité et soja s'approprient les bonnes pratiques d'emballage et d'étiquetage des produits

MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECA

Addis-Abeba accueille le dialogue entre la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA)



ECO FLASH

ECO CCP

Déjà 110.000 clients avec 3 milliards de Fcfa de transactions

Le 15 mai 2018 à Anfoin, a été lancé le produit bancaire dénommé « Compte ECO CCP » par le chef de l'Etat. Un après, le compte Eco CCP compte 110.000 clients avec des transactions qui ont atteint 3 milliards de Fcfa via T Money (Togo Cellulaire) et Flooz (Moov). D'ici la fin de l'année, la Société des Postes du Togo (SPT), initiatrice du projet souhaite tabler sur 300.000 comptes et un million d'ici 2021. ECO CCP, est un compte épargne mobile rémunéré. Cette solution innovante vise à promouvoir la bancarisation tout en facilitant l'accès à la finance digitale. Ce compte épargne est adossé à Tmoney ou Flooz pour les paiements. Son ouverture ne nécessite aucune formalité administrative ni de frais d'ouverture. Ce compte épargne est rémunéré au taux de 2%. Ce compte offre plusieurs fonctionnalités au titre de virements et de paiements. Pour accéder au compte ECO CCP, il suffit de composer sur votre téléphone le code USSD *165# et suivre les instructions. Ce service vise en priorité les habitants des zones rurales et enclavées qui sont exclus du circuit bancaire.

Le Togo a pris part à la réunion du comité directeur de l'OCDE

Une délégation togolaise, conduite par le ministre en charge du développement à la base, Victoire Tomégah-Dogbé, a pris part à Paris à la réunion du comité directeur du centre de développement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Cette réunion de haut niveau, qui en est à sa 5ème édition, s'avère particulière pour le Togo, qui y participe pour la toute pre-



mière fois en qualité de pays membre. Le Togo avait en effet accepté le lundi 13 mai dernier, l'invitation à devenir membre à part entière de l'institution qui travaille avec les économies émergentes et en développement à « bâtir un monde plus fort, plus saint et plus juste ». « Nous espérons que cette admission contribuera à approfondir le partage d'expérience que ce soit dans l'évaluation des politiques publiques ou le renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources internes ou de développement des outils performants d'inclusion », a indiqué le ministre sur son compte twitter. Et d'ajouter : « Le Togo et les Togolais s'engagent avec détermination à partager leur expérience dans le domaine du développement inclusif et durable ».

CIR

Les acteurs des filières anacardes, karité et soja se familiarisent avec les bonnes pratiques d'emballage et d'étiquetage des produits



Dans le cadre de l'exécution du projet de durabilité et de renforcement des capacités commerciales de l'anacarde et du karité (Prodak), le ministère du commerce de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale organise du 22 au 24 mai 2019 à Dapaong (600 Km de la capitale), une rencontre de renforcement des capacités des acteurs des filières anacardes, karité et soja sur le thème: "appui-conseil et formation sur la gestion des approvisionnements, les bonnes pratiques de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage des produits". En septembre 2018, le gouvernement avec

l'appui du Cadre Intégré Renforcé (CIR) a lancé le Prodak dont l'objectif vise à améliorer la qualité de l'anacarde et du karité ainsi que leurs dérivés afin de les rendre compétitifs sur les marchés, à accroître les recettes d'exportation de l'anacarde et du karité considérés comme des produits à fort potentiel. « Cette initiative vient conforter les efforts du gouvernement dans la restructuration des différentes filières agricoles et commerciales de notre pays pour une meilleure connectivité aux chaînes de valeur mondiale. Aujourd'hui, le Togo est résolument engagé dans une dynamique de transformation et de promotion des exportations de biens et ser-

VICES telle que défini dans le Plan national de développement (PND), notamment l'axe 2, qui vise à développer les pôles de transformation agricoles, manufacturiers et d'industries extractives », a indiqué ABE Ta-

nancé à plus de 5,6 millions USD et devait permettre au Gouvernement togolais de moderniser les secteurs agricoles et commerciaux, pour faciliter et encourager les activités de production, de transformation,



lime, point focal CIR, représentant le ministre du commerce de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale. Les opérateurs économiques et partenaires des filières anacarde, karité et soja suivront des communications des experts sur les techniques de gestion des approvisionnements, les bonnes pratiques de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage des produits. Pour rappel, le Prodak est fi-

de commercialisation et d'exportation des produits togolais afin d'améliorer la vie des togolais. Le Prodak bénéficie des partenaires d'exécution notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), et la GIZ, la branche technique de la coopération allemande, partie prenante de sa mise en œuvre.

Théophile

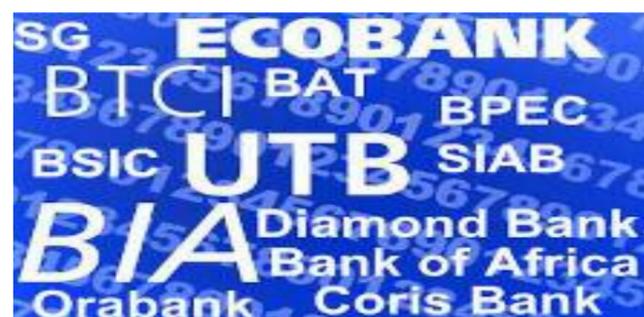
BANQUES ET FINANCES

Oragroup, Ecobank, UTB, le trio de tête des banques commerciales au Togo

Selon la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à en croire *togo first*, avec des actifs évalués à 545 milliards FCFA, la filiale d'Oragroup, le groupe panafricain basé à Lomé, est la première banque togolaise fin 2017, selon les dernières données disponibles rendues publiques par la BCEAO. Orabank est suivie par Ecobank Togo qui totalise à son bilan 416 milliards FCFA d'actifs. Le trio de tête est fermé par l'Union togolaise de banque (UTB), une institution financière détenue à 100% par l'Etat togolais, en cours de privatisation depuis 2018. En 2017, malgré ses déboires, la Banque publique totalisait 303 milliards d'actifs. A la queue du peloton des 13 banques qui opèrent dans le système bancaire, la société InterAfricaine de banque (SIAB), ex-Baltex, est talonnée par la Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC) reprise en 2018 par le Groupe Sunu. Au total, le système bancaire togolais, fort d'abriter les sièges sociaux de deux réseaux panafricains, Ecobank et Orabank, pesait plus de 2430 milliards FCFA. La bataille entre Orabank et Ecobank se poursuit sur le plan des dépôts de la clientèle. En 2017, les dépôts collectés par la filiale de la banque présente dans 12 pays africains, sont passés à 317 milliards contre 301 milliards pour son dauphin en terre togolaise, Ecobank. S'en suivent l'UTB (214 milliards), la BTCI (168 milliards), Diamond Bank, cédée à NSIA Banque (107 milliards) et Banque Atlantique (104 milliards). La SIAB et Société

Générale qui n'a démarré ses activités qu'en 2015, sont les deux banques ayant attiré le moins de dépôts, soient respectivement 9 et 30 milliards FCFA. En ce qui concerne les volumes de crédits octroyés à l'économie, Orabank maintient un leadership sans partage, écartant son challenger Ecobank, de plus de 100 milliards FCFA. Au cours de la période sous revue, les crédits accordés par Orabank ont atteint 292 milliards FCFA. Ceux mis en place par Ecobank, quant à eux, se sont situés à 161 milliards. Dans cette course, Ecobank devance de peu l'UTB qui a octroyé près de 150 milliards de crédits, selon la BCEAO. Banque Atlantique, détenu par le Marocain BCP, est la quatrième institution bancaire ayant octroyé le plus de crédit au cours de cette année 2017. Dans le box des faibles financeurs de l'économie, on peut noter la présence de la SIAB (seulement 8 milliards de crédits) ou de la BIA (33 milliards). En difficultés, la BPEC fait également partie de la queue.

Le moindre qu'on puisse dire, le secteur bancaire se porte à merveilles au Togo mais les clients sont face aux mêmes offres de services. De l'ouverture du compte en passant par le retrait d'espèces jusqu'à l'encaissement de virements (des services pourtant déclarés gratuits par la BCEAO), les coûts restent prati-



quement stagnants et presque inchangés d'une structure à l'autre. Les banques togolaises sont aussi caractérisées par des taux d'intérêt jugés élevés au regard de ceux pratiqués à l'international. Toutefois, ces taux sont légèrement inférieurs à la moyenne de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine). D'autre part, on remarque les limites des produits offerts par les banques et leurs taux élevés, qui n'incitent pas la population à s'approcher des banques.

Triste constat, malgré l'intérêt que portent les groupes africains et internationaux au Togo, le taux de contribution des banques au financement de l'économie reste faible. « Il s'agit là d'une spécificité du sous-développement, car cette sous-bancarisation illustre surtout les difficultés d'accès des populations aux agences bancaires, ce qui caractérise essentiellement les pays et les régions où la croissance économique a été jusqu'ici, la plus faible et la moins bien répartie », explique Paul Derreumaux, parlant de façon générale, de l'Afrique subsaharienne.

Ayélé

MARCHÉ AFRICAIN

Quel pays abritera le siège du Secrétariat Exécutif de la ZLECA ? Forces et faiblesses des potentiels candidats

Le 02 avril dernier, la Gambie clôturait les 22 ratifications des pays africains pour l'entrée en vigueur de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L'accord de la Zlecaf a été signé le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda par 44 pays membres de l'Union africaine (UA). L'accord, conformément au terme du traité, entrera en vigueur en principe en juillet prochain à l'occasion d'un Sommet extraordinaire de l'organisation continentale prévu pour se tenir à Niamey au Niger, à l'initiative du président Issoufou Mahamadou, champion de l'UA pour la Zlecaf.

Selon les experts économistes, l'effectivité de l'accord nécessite des négociations sur plusieurs aspects et va ouvrir la voie entre les pays signataires sur les aspects et les modalités de mise en application de l'accord, et parmi les aspects qui restent à négocier figurent les règles d'origine de la zone, les concessions tarifaires pour le commerce de marchandises, les modalités de paiement et de règlement ainsi que les obstacles non tarifaires. Justement parlant des règles d'origine de la Zlecaf, intervient la question du siège du Secrétariat Exécutif. Le Secrétaire Exécutif assure la gestion quotidienne et veille au fonctionnement régulier de la Zleca. Il est responsable de la mise en œuvre et de l'exécution des décisions et résolutions prises lors des sommets de l'UA. Déjà, la guerre est ouverte entre précisément trois pays qui se positionnent pour abriter le siège. La bataille sera rude compte tenu du poids économique des pays candidats en lice. Sont en course, le Ghana, Eswatini (ex-Swaziland), l'Égypte.

Les atouts du Ghana

Alors que le Ghana était donné grand favori pour accueillir le siège de ce qui devrait l'un des plus importants organismes de l'Union africaine, avec la candidature de l'Égypte, les choses se compliquent mais les atouts éventuels existent au pays de Kwame Nkrumah. Le Ghana, premier pays à avoir an-

noncé sa candidature pour accueillir le siège de la Zleca compte quant à lui sur un certain nombre d'atouts significatifs. D'abord, c'est le premier pays du continent, avec le Kenya, à avoir ratifié l'accord de la Zleca. Ensuite, le Ghana qui est l'un des symboles du panafricanisme avec Kwame Nkrumah, qui a dirigé ce pays à son indépendance, n'accueille aujourd'hui aucun siège ou secrétariat d'une institution panafricaine. Aussi, pour beaucoup, c'est le moment de corriger cette aberration. Enfin, le Ghana peut compter sur le soutien sous-régional des pays de la CEDEAO, mais aussi de ceux de l'Afrique centrale.

La présidence de l'UA par l'Égypte. Une influence ?

Le 20 mai dernier, l'Égypte annonçait son désir d'accueillir le siège du secrétariat exécutif de la ZLECA, par le Premier ministre Mostafa Madbouli lors d'une rencontre avec une délégation de la commission de l'Union africaine (UA), soulignant la priorité que représente ce dossier pour la présidence égyptienne de l'UA. L'Égypte, précise-t-il, « dispose d'une infrastructure avancée et de grands potentiels logistiques lui permettant d'abriter le siège du secrétariat de la ZLECA ». Pour l'Égypte, la Zleca aura des effets positifs dans le renforcement de la coopération et de l'intégration entre les pays du continent. L'Égypte est l'un des premiers pays à avoir signé et ratifié l'accord. Le pays des pharaons tient compte de l'importance de renfor-



cer la coopération entre les pays du continent, notamment dans le domaine du commerce, surtout que la levée des barrières douanières contribuera à faire baisser les prix des produits et permettra de réaliser le développement durable sur le continent africain. Le président El-Sissi faisait de l'entrée en vigueur de l'accord une priorité pour l'Égypte qui préside l'UA, un poste qui offre une certaine influence sur le fonctionnement de l'institution panafricaine au moment où le Caire multiplie les initiatives pour renforcer son influence sur le continent. L'Égypte peut également compter sur la solidarité des pays de l'Afrique du Nord et de l'Est.

L'Eswatini, le petit poucet ?

L'Eswatini - ex Swaziland, est une monarchie située en Afrique australe, et enclavée au sein de l'Afrique du sud. Ce pays fait partie des 06 premiers pays à ratifié l'accord de la Zleca. L'Eswatini risque

de ne pas peser lourd face à ces deux concurrents, qui ont un long passé, bien connu dans le continent. Eswatini pourra tout de même compter sur la solidarité des pays d'Afrique australe dont le poids est lourd, l'Afrique du Sud pourrait en effet créer la surprise.

De toute façon, l'espoir est permis pour que les engagements pris par les chefs d'Etat de rendre effectif cet ambitieux chantier stratégique de l'Agenda 2063 de l'UA soit une réalité et dans les délais. A terme, la ZLECAF va permettre de générer selon les projections officielles, un PIB de plus de 3 000 milliards de dollars et permettre la création de 300 000 emplois directs et plus de 2 millions d'emplois indirects. Le marché africain permettra également de faire passer le commerce intra-africain à 25% à l'horizon 2023 alors qu'il est estimé entre 15% et 18 % aujourd'hui.

Ghislain

COOPÉRATION

L'AFD accorde 9,2 milliards Fcfa au Togo pour améliorer la gestion des déchets

Entre Sani Yaya, ministre de l'Économie et des Finances, et l'ambassadeur de France au Togo, Marc Vizey, en présence de François Jacquier-Pélicier, président de l'AFD Togo a été signée la convention de financement le 16 mai 2019. Par cette convention, l'Agence française de développement (AFD), accorde au Togo un don de 14 millions € (environ 9,2 milliards de francs CFA), destiné à la commune de Lomé, pour améliorer sa gouvernance et sa gestion des déchets. Le financement servira prioritairement à améliorer la sécurité environnementale et sociale de la décharge d'Agoé Nyivé (desservant la ville de Lomé) qui se trouve actuellement en

pleine zone urbaine. 67% de la subvention sera consacrée à la composante technique portant sur la sécurisation environnementale et sociale de la décharge, quant à l'allocation de cette facilité, pour le reste : 23% à la composante afférente à l'appui à la gouvernance de la Commune de Lomé, et 10% dédiés au volet Sports et Développement, ainsi qu'à la gestion du projet. La composante technique, concerne l'amélioration de la salubrité de la ville, proprement dite. Cet appui devrait également permettre d'accompagner la capitale togolaise, non seulement dans l'optimisation de la filière déchets, mais aussi dans la poursuite de l'amélioration de ses

recettes, pour le financement des services publics. Avec une extension sans cesse croissante, la capitale togolaise est confrontée à des difficultés d'aménagement et d'assainissement. Elle doit faire face à des défis majeurs posés par le drainage des eaux pluviales et la gestion des déchets solides. Près de 300 000 tonnes de déchets ménagers sont produits chaque année. Depuis 2006, la France via l'AFD accompagne le Togo à améliorer les performances de sa filière de gestion des déchets à travers le déploiement de son programme d'aménagement baptisé « Projet Environnement Urbain à Lomé (PEUL) ».

Ghislain



Suivez l'actualité togolaise et mondiale en continue sur www.horizon-news.net



REPUBLIQUE TOGOLAISE

À LA DÉCOUVERTE DES COMMUNES

GOLFE 1	
RESSORT TERRITORIAL	Bè Est, composée des quartiers suivants: Hédjé, Bè-Apéyémié, Bè-Dangbuiyé, Bè-Adzrameti, Bè-Agoda, Bè-Agodogon, Bè-Alliglo, Bè-Ahligo, Bè-Hourvémié, Bè-Adanklekponsi, Bè-Wété komé, Bè-Akodessewa, Bè-Katakou-kondji, Bè-Ablogamé, Bè-Kanyikapé, Bè-Adakpamé, Bè-Adakpamé-Dangbuiyé, Bè-Adakpamé-Apeyemé, Bè-Adakpamé-Kpota-Colos, Bè-Kpota-Adidomé, Bè-Akodessewa-Kpota, Bè-Akodessewa-Kpanou, Bè-Antfamé, Bè-Kpota-Dérouvimié, Bè-Kpota-Alchamitimié, Bè-Kpota, Bè-Kpota-Tokoin N'itafa Kame Nord, Bè-Atiegou, Bè-Souza-Néitimé N'1, Bè-Souza-Néitimé N'2, Bè-Souza-Néitimé N3, Bè-Anthony-Néitimé, Katanga, Kelégougon, Klabatémé
CHEF-LIEU	BÈ-AFEDOMÉ

GOLFE 2	
RESSORT TERRITORIAL	Bè Centre, composée des quartiers suivants: Tokoin-Wulti, Tokoin-Tamé, Tokoin-Enyonam, Hédzranawodé N'1, Hédzranawodé N'2 (Togo 2000), Tokoin-Aviation, Kégué, Atlégouvi
CHEF-LIEU	HÉDZRANAWODÉ

GOLFE 3	
RESSORT TERRITORIAL	Bè Ouest, composée des quartiers suivants: Tokoin-Elav-agnon Lycée (Camp Général EYADEMA, CICA TOYOTA, SOTED), Tokoin-Gbonwé, Doumassessé (Adjévi et Uni-versité de Lamé), Tokoin-Kieve (Cité OUA), Tokoin-Alchanti (Lomé II, Nouvelle Présidence, Habitats de la Caïssa), Kélégouvi (Stade de Kégué), Massouhoin, Ahanoukiopé-Est (Camp Gendarmerie)
CHEF-LIEU	DOUMASSÈSSÉ

GOLFE 4	
RESSORT TERRITORIAL	Amoutivé, composée des quartiers suivants : Amoutivé, Bassadjé, N'itafa-komé-sud, Doulassamé, Lam-nava, Ahanoukiopé, Adoboukomé, Abobakomé, Agualomé, Anagakomé, Adawilato, Bénéglato, Blossé, Assavita, Sanguéra, Hétrivikandji, Octaviano-Néitimé, Kadjovikopé, Nykanakpacé, Aefelaba, Kadame, Tokoin Gbadago, CHU Sylvanus OLYMPIE, Dagbeavou, Abavey, Bè-kikomé, Atakoumé-Afomoyi
CHEF-LIEU	AMOUTIVÉ

GOLFE 5	
RESSORT TERRITORIAL	Aflao -Gakli
CHEF-LIEU	AFLAO -GAKLI

GOLFE 6	
RESSORT TERRITORIAL	Baguida
CHEF-LIEU	BAGUIDA

GOLFE 7	
RESSORT TERRITORIAL	Aflao-Sagbado
CHEF-LIEU	AFLAO-SAGBADO

DECRET N° 2017 - 144 / PR
fixant le ressort territorial et chef-lieu des communes



REPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES SPORTS ET DE L'EDUCATION A LA CITOYENNETE ET AU CIVISME

Lomé, le **02 MAI 2019**

LE CABINET
LE SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE LA FORMATION CIVIQUE
N° 0894/MCSECC/CAB/SG/DFC/19

COMMUNIQUE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES SPORTS ET DE L'EDUCATION A LA CITOYENNETE ET AU CIVISME

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de formation civique et d'éducation à la citoyenneté, et conformément à la lettre de mission N°087/PM/SGG/2019 du 11 février 2019, le ministère de la communication, des sports et de l'éducation à la citoyenneté et au civisme lance un appel à projets citoyens en vue de sélectionner et de primer vingt-six (26) microprojets portés par des associations et ONG œuvrant dans le domaine du civisme et de la citoyenneté.

L'objectif de cette initiative est de promouvoir la participation citoyenne à travers les organisations de la société civile.

A cet effet, le ministre informe les associations et ONG désireuses de participer au présent appel à projets que le dépôt des dossiers de candidature est ouvert du **lundi 06 mai au vendredi 07 juin 2019 de 08 heures à 17 heures tous les jours ouvrables.**

1. Domaines d'intervention retenus

Les domaines d'intervention autour desquels les projets devront être conçus sont les suivants :

- le respect de l'autorité,
- le respect et la promotion des valeurs républicaines,
- le respect et la protection des biens publics,
- la sécurité routière,
- la culture de la paix,
- la protection de l'environnement et la promotion des valeurs environnementales.

2. Groupes cibles de l'appel à projets

Sont concernées par le présent appel à projets, les associations et ONG inscrites dans le répertoire de la direction de la formation civique et porteuses de microprojets dans les domaines ci-dessus énumérés. Peuvent également faire acte de candidature les associations et ONG régulièrement

FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE

391 projets des opérateurs retenus

Après avoir clôturé le 12 mai dernier, l'appel à projets bancables lancé dans le cadre du Forum économique Togo-UE les 13 et 14 juin prochains à Lomé, en tout, 391 projets des opérateurs économiques soumis au comité d'organisation ont été retenus. Le Comité recherche 100 projets matures en conformité avec le Plan national de développement (PND 2018-2022). Les 391 opérateurs économiques auront à échanger avec les investisseurs européens estimés 300 venus de 28 Etats membres de l'UE et de décrocher éventuellement des partenariats lors des rencontres B2B. Selon les directives données à l'appel à projets, ces soumissions devaient informer notamment sur les noms, coût en Euro, et secteur d'activité du projet (agroalimentaire/ agriculture, banque/assurance, BTP, matériaux de construction, commerce, services aux entreprises, Transport/Logistique). Environ 400 participants sont attendus.



Initiative éco-village : Le Togo va rechercher 7 milliards FCFA pour créer 500 nouveaux Eco-villages

Étendre l'initiative éco-village à 500 localités à travers le pays, c'est l'engagement du gouvernement en phase avec des priorités du Plan National de Développement (PND). Cette initiative vise à renforcer la résilience des commu-

nautés rurales face aux effets de changements climatiques. Le Togo aura besoin d'un coût total de 7 milliards FCFA. Ce projet fait suite au constat de succès de la phase pilote expérimentée à Donomadé, village situé dans la préfecture de Yoto, à 104 kilomètres au Sud-Est de Lomé, la capitale togolaise. Il devrait permettre de développer dans le pays, des lo-

calités disposant d'infrastructures sociocommunautaires (écoles, centres de santé) écologiques et bénéficiant d'un accès à des services sociaux. A la phase pilote, ce projet mis en œuvre grâce à un appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a permis la réalisation d'un fo-

rage avec trois points de puisage, d'une mini-centrale solaire de 10 KVA qui donne l'électricité au village de Donomadé. On note également le développement à Donomadé, d'activités génératrices de revenus notamment l'exploitation d'un moulin à farine et à manioc alimenté en énergie par une plateforme multifonction-

nelle mise en place grâce à une synergie d'actions entre le ministère de l'environnement et celui en charge du développement à la base. Sur le plan agricole, la culture du soja et du piment s'y développe. Grâce aux géniteurs performants et produits vétérinaires octroyés au village, l'élevage booste son développement, entre autres. Cette phase d'expérimentation écologique pour le développement durable des communautés togolaises comprend également Andokpomey, localité située dans la préfecture de l'Avé. L'initiative Eco-villages a commencé depuis 2014. Au Togo il y a deux éco-villages pilotes, Andokpomey dans la préfecture de l'Avé et Donomadé dans celle de Yoto. Pour la mise en œuvre de la Phase pilote, le montant est de 10 990 500 dollars pour la période 2014 - 2018 avec un engagement de 2 750 500 dollars du PNUD.

Justin

FRANCE

Avec 90 millions de visiteurs, l'hexagone reste la première destination touristique au monde

Selon les chiffres officiels fournis le 17 mai par le gouvernement français, l'Hexagone accueille l'année dernière 89,4 millions de touristes, conservant ainsi son statut de première destination touristique mondiale. L'Europe est le principal pourvoyeur des touristes étrangers avec 79% des arrivées tandis que l'Asie enregistre la plus forte croissance avec une progression de 7,4% sur an. La France bat ainsi son propre record de 2017 qui était de 86,9 millions, soit une hausse de 2,5%. Et du fait de ces

arrivées, les recettes touristiques du pays se sont envolées à 56,2 milliards d'euros, également un niveau jamais atteint. La France compte poursuivre sur cette dynamique pour conserver sa couronne de capitale mondiale du tourisme. S'il lui a fallu 6 ans pour attirer 7,4 millions de touristes supplémentaires (82 millions en 2012), le pays entend passer la barre de 100 millions de visiteurs d'ici fin 2020 soit plus de 10 millions de arrivées supplémentaires attendues au cours des deux années.

CÔTE D'IVOIRE

Le géant laitier hollandais FrieslandCampina installe son siège Afrique

Après avoir acquis l'usine laitière du groupe Olam en 2014, le géant hollandais FrieslandCampina renforce sa présence en Côte d'Ivoire avec l'implantation de son siège régional pour l'Afrique. La première pierre de l'édifice, qui doit couvrir les activités du groupe laitier dans 42 pays africains, a été posée le 16 mai en présence du Premier ministre ivoirien Gon Coulibaly au sein de la zone industrielle de Yopougon, dans la partie nord de la capitale économique ivoirienne.

L'usine ivoirienne de FrieslandCampina, rachetée à environ 20 millions dollars il y a 5 ans, est la plus importante du groupe sur le continent africain avec une capacité de production annuelle de 28 000 tonnes de produits laitiers. Il y est fabriqué notamment la célèbre marque de lait « Bonnet Rouge ». Avec FrieslandCampina, les Pays Bas qui importent 31% du cacao ivoirien, renforcent leur portefeuille d'entreprises en Côte d'Ivoire qui compte entre autres Shell et Unilever.

TRANSPORT

Air Côte d'Ivoire va relancer sa desserte entre Abidjan et Freetown

Nous nous sommes mis d'accord pour la reprise des vols Air Côte d'Ivoire à destination de Freetown dans le courant de cette année », a annoncé Alassane Ouattara, le président ivoirien Alassane Ouattara le 17 mai au terme d'un entretien avec son homologue sierra léonais Julius Maada Bio. Avec Freetown, Air Côte d'Ivoire va ainsi ouvrir sa 19ème desserte africaine, son rayon d'action couvrant l'Afrique de l'Ouest et du Centre, de Dakar à Kinshasa en passant par Conakry, Lagos ou encore Douala.

Mais plus, le transporteur ivoirien va attirer davantage de voyageurs vers son hub d'Abidjan qui a ouvert il y a un an sa première ligne américaine directe vers New York et bientôt une seconde vers Washington. Avec une dizaine d'appareils, la compagnie ivoirienne a transporté environ 780 000 passagers en 2018. Début 2018, la compagnie Air Côte d'Ivoire qui reliait Abidjan à Freetown quatre fois par semaine à savoir les lundi, mercredi, vendredi et dimanche a suspendu ses vols.

Ferdinand

BANQUE

Ferdinand NGon remplace Binta Ndoye à la tête du groupe bancaire Oragroup

Le Camerounais Ferdinand NGon Kemoum est le nouveau directeur général du groupe bancaire Oragroup. Sa nomination est rendue officielle ce 17 mai par un communiqué du groupe avec l'annonce de la démission de Binta Ndoye Touré qui dirige le groupe depuis juillet 2016 et qui va quitter ses fonctions à compter de ce 1er juin 2019. Directeur général adjoint d'Oragroup entre octobre 2009 et septembre 2015, Ferdinand NGon Kemoum a rejoint les rangs d'ECP - Emerging Capital Partners, qui contrôle le groupe bancaire en tant que directeur général à la tête du bureau de Douala au Cameroun jusqu'à sa nomination. Diplômé en gestion de banques et d'institutions financières de l'Université de Paris Dauphine (France), Ferdinand NGon Kemoum a passé sa carrière en grande partie dans le secteur bancaire. Il a notamment occupé des postes de direction à la Meridien Bank Cameroun et Afriland First Bank et a été PDG de la Banque Continentale Africaine (BACAR) au Rwanda. Il arrive à la tête d'une banque présente dans une douzaine de pays en Afrique de l'ouest et du centre qui vient de réussir la plus importante entrée à la cote de l'histoire de la BRVM. Le groupe bancaire panafricain Oragroup a annoncé une forte progression de ses performances pour l'exercice 2018. Il affiche un total de bilan à 2 171 milliards de francs CFA (3,7 milliards de dollars), soit une progression de 21 % par rapport à

l'année précédente. Les dépôts de la clientèle de l'ensemble du réseau Orabank s'élèvent à 1 462 milliards de francs CFA, et les opérations de crédits à 1 255 milliards de francs CFA, soit une hausse respective de 24 % et 16 %. Au total, le



groupe affiche un produit net bancaire de 126,77 milliards de francs CFA (221 millions de dollars, + 17 %) et un résultat net consolidé en hausse de 36 % à 29,77 milliards de francs CFA (51,9 millions de dollars). Le réseau Orabank dispose de filiales dans douze pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Sénégal, Tchad, Togo), et le groupe a obtenu en mai 2018, de la part de l'agence Bloomfield, les notes d'investissement A à long terme et A2 à court terme. Il s'agit de la plus grosse introduction réalisée depuis le lancement de la BRVM en 1998. L'investisseur panafricain Emerging Capital Partners reste l'actionnaire de référence à plus de 50 % des parts, tandis que 20 % du capital est coté à la BRVM.

Augustin

UNION AFRICAINE

Lancement d'un cadre de gestion de la sylviculture en Afrique en 2020

Le Cadre de gestion durable de la sylviculture en Afrique sera lancé en début 2020 pour guider l'exploitation durable par le continent de ses ressources forestières, a révélé le 20 mai, Almami Dampha, haut responsable politique au sein de la Commission de l'Union africaine (UA). Ce cadre avait été élaboré pour aider les pays à réaliser l'Agenda 2063

de l'UA et les Objectifs de développement durables de l'ONU. "Ce cadre servira de guide pour aider les Etats membres et les organismes de la région afin de promouvoir une gestion durable et un développement de politiques en matière de sylviculture", a déclaré M. Dampha devant plus de 100 délégués qui assistaient à une conférence sur la foresterie à Nairobi.

COOPÉRATION

Le portefeuille de la BAD se chiffre à 199,780 milliards FCFA au Togo

Le gouvernement togolais et le Représentant de la Banque africaine de développement (BAD) au Togo ont passé au peigne fin le 16 Mai à Lomé la mise en œuvre des projets financés par la Banque africaine. La BAD engage au Togo un portefeuille évalué à 199,780 milliards FCFA, selon les données statistiques actualisées en mai 2019. Le portefeuille se constitue de 12 projets avec un taux d'engagement qui s'est établi sur la période sous revue à 58,1%. Les interventions de la Banque sont inscrites dans les réformes économiques, le projet de transformation agroalimentaire du Togo (les agropoles), des projets de réha-

bilitation des routes et de protection côtière, etc. Comme perspectives, la BAD souhaite accompagner le secteur de l'énergie au Togo dont le gouvernement ambitionne de parvenir à l'objectif d'un taux d'électrification de 50% à l'horizon 2022. La banque pourrait intervenir dans les secteurs de l'eau et assainissement, la protection de l'environnement, les transports ... Autant d'orientations stratégiques qui cadrent bien et nécessaires pour la réussite du Plan national de développement (PND). « Pour mettre en œuvre cet ambitieux programme, l'appui de nos partenaires au développement s'avère nécessaire. Dans cette

dynamique, l'accompagnement de la BAD porte notamment sur le renforcement du cadre institutionnel et le développement économique à travers le financement des projets dans les secteurs de la gouvernance, du social, du secteur agricole, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, de la protection de l'environnement et des transports », a indiqué le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya. Globalement, la revue a permis de relever certaines faiblesses que localise



roulement, le non-respect des calendriers de leur exécution. Mais en définitive, il convient de préciser qu'elle intervient après « la mission d'audit de la banque qui

a conclu à une bonne performance des projets audités », selon Sani Yaya.

Ghislain

COOPÉRATION

D'après Comtrade, les exportations britanniques au Togo ont presque doublé en 2018

Londres vient d'annoncer son engagement à renforcer les liens de coopération et d'amitié avec le Togo, à travers un soutien accru dans différents secteurs. Biens échangés, factures des importations et des exportations, position du Togo dans le commerce international britannique, des statistiques compilées à partir de Comtrade, une base de données des Nations unies proposant des données sur le commerce mondial des produits de base, dévoilent un contraste. Selon les dernières données définitives disponibles, les échanges de biens entre le Royaume-Uni et le Togo, en 2017, ont atteint 48,9 millions \$. Les exportations togolaises restées minimales depuis 1993 n'ont totalisé que 0,7 million \$. Alors que la facture des importations a augmenté plus rapidement, passant à un pic de 448 millions \$ en 2012, avant de chuter progressivement à 48,2 millions en 2017. Dans ces conditions, la balance commerciale est restée fortement déficitaire, avec un solde de 47,5 millions, soit 97% du commerce bilatéral, au profit de la perfide Albion. Les exportations britanniques

ont presque doublé en 2018, d'après des statistiques provisoires de Comtrade alors que les exportations togolaises, bien qu'ayant significativement crû cette année-là, n'ont pas suffi à arrêter le creusement de la balance commerciale. Elle s'est nettement dégradée, montrent les données selon lesquelles l'économie togolaise aurait importé pour plus de 73 millions \$ de biens alors qu'elle n'en a pu vendre que pour 4,5 millions à la Grande-Bretagne. Essentiellement, les Britanniques vendent au Togo, des combustibles minéraux, des hydrocarbures, des articles textiles confectionnés, des vêtements d'occasion (friperie), des produits pétroliers, des boissons, du spiritueux, du vinaigre, véhicules, des équipements électroniques, etc. Tandis que les principaux produits d'exportation du Togo vers la Grande-Bretagne sont les oléagineuses, les fruits oléagiques, les céréales, les graines, les fruits, les objets d'art, de collection et d'antiquité. En 2017, le Togo était le 117e marché d'exportation du Royaume-Uni et son 182e marché d'importation.

MARITIME

Le Togo va adhérer à la convention de Londres sur le trafic maritime international

Le Togo bénéficie d'une bonne position géographique et son port en eaux profondes (15 m de profondeur) offre des potentialités de développement. Pour mieux exploiter cet atout, le gouvernement togolais, réuni le 15 mai en Conseil des Ministres, a autorisé l'adhésion du pays à la Convention signée le 9 avril 1965 à Londres et visant à faciliter le trafic maritime international.

L'objectif principal de ce texte est de rendre plus accessibles les transports maritimes par la simplification des formalités, les documents requis et les procédures liées à l'arrivée, au séjour et au départ des navires effectuant des voyages internationaux. L'adhésion du Togo à cette convention devrait permettre de simplifier les formalités administratives dans le domaine des transports maritimes et de renfor-

cer son attractivité. Elle a en outre vocation à favoriser au profit du pays, la mobilisation de plus de partenaires dans la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022). Dans l'Axe stratégique n°1 du PND, le pays ambitionne en effet d'être un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

4ÈME ÉDITION DE VIVATECH

« L'Afrique a raté la révolution industrielle, elle ne va pas rater la révolution numérique »

Du 16 au 19 mai, Paris accueillait l'un des grands rendez-vous annuels du numérique, Porte de Versailles, à l'occasion de la 4ème édition de Vivattech près de 9.000 startups et plus de 124.000 personnes. Vinci Energies, Total, Sanofi et la Société Générale ont affiché un soutien sans faille, aux startups africaines, sous leurs vastes pavillons, animés par des délégations très sollicitées. Les moyens débloqués par les géants du CAC 40 n'ont pas manqué d'attirer les startups venus des quatre coins du continent... Rwanda, Maroc, Algérie, île Maurice ou encore République démocratique du Congo: l'Afrique était représentée à travers 160 startups. On note la présence d'Ashish Thakkar (Rwanda), qui exposait les 1ers smartphones haut-de-gamme, entièrement fabriqués en Afrique en partenariat avec Google, Amadou Seyni Kountche Abdoul-Aziz de « Drone Africa Service du Niger », l'Algérienne, Mounia Khoufache, DG d'Imagine Partners, spécialiste du software et du développement de logiciels qui a exposé des solutions en IA dans la santé avec des capteurs installés dans les semelles de chaussure, pour calculer le taux de glycémie et des data en temps réels pour les compétitions de football, « Susu Santé », la start-up béninoise, portée par Sanofi, expose ses attentes: « On cherche à lever 5 millions



de dollars pour développer nos activités dans 6 pays d'Afrique sur les 2 prochaines années », Bola Bardet, DG de Susu, Hamza Bendahou, co-fondateur de Sowit, une startup marocaine spécialisée dans l'agribusiness incubée à la Station F. De son côté, Facebook avait dépêché une importante délégation, portée par Nunu Ntshingila, la Directrice régionale du groupe pour Afrique sub-saharienne. Parallèlement, Facebook devrait annoncer d'un jour à l'autre, l'extension de son programme de formation « Boost your Business » lancé il y a 2 ans au Nigéria, à 6 nouveaux pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, RDC, Bénin, Sénégal et Guinée) ce 23 mai prochain, afin de former 10.000 entrepreneurs africains en marketing digital sur ses plateformes: de quoi se constituer un puissant vivier de ressources humaines qualifiées, dans « l'outback numérique » africain...

« L'Afrique a raté la révolution industrielle, elle ne va pas rater la révolution numérique », a prévenu Macky Sall, le président sénégalais, lors de son intervention.

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récupéré N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Benjamin K. Tchabi
90369796

Tirage
2000 Exemplaires

Comment se porte l'économie africaine?

Infrastructures

Le Togo dispose de deux nouveaux ponts à 3,2 milliards FCFA

Sous le financement de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), le



Togo dispose de deux nouveaux ponts

inaugurés le 15 mai 2019, sur la rivière Zio dans la localité de Togblékopé (environ 15 km au Nord de Lomé). D'une longueur de 61 mètres, ces deux ouvrages ont duré 18 mois, pour un coût de 3,2 milliards FCFA et s'inscrit dans le cadre du projet de dédoublement de la Nationale n°1 (dont la phase I concerne le tronçon Lomé-Davié, long de 20 km). En rappel, le projet de dédoublement de la Nationale numéro 1 (RN1), qui vise à fluidifier le trafic sur le corridor Lomé-Ouaga et à améliorer l'intégration sous-régionale, a un coût estimé à 620 millions \$ pour sa phase II.

CÔTE D'IVOIRE

Une croissance à 7,5% attendue en 2019

Selon le ministère de l'économie et des finances, pour l'année 2019, la Côte d'Ivoire s'attend à une croissance économique de 7,5% presque identique aux prévisions du Fonds monétaire international (FMI) à 7,4%. Cette performance fait du pays l'une des économies les plus attractives du monde dans un contexte où le taux de croissance moyen est de 3,6% contre 6% dans la sous-région ouest-africaine. Seul pays de la région UEMOA avec une balance commerciale excédentaire, l'économie ivoirienne est principalement

portée par les secteurs financiers et les télécommunications mais aussi par les investissements directs étrangers (IDE) et des exportations notamment agricoles, plus précisément de cacao. Au cours de l'année dernière, la Côte d'Ivoire a engrangé 389,8 milliards de Francs CFA soit 663,46 millions de dollars de recettes de cacao. Le pays espère récolter en 2019 la somme de 402,1 milliards de francs CFA soit 684,42 millions de dollars de recettes d'exportations de cacao.

MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECA

Addis-Abeba accueille le dialogue entre la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA)

La Commission de l'Union africaine (CUA) et la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA) organiseront un dialogue entre parties prenantes sur le commerce continental et le renforcement de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) à Addis-Abeba (Éthiopie) les 27 et 28 mai 2019. La signature et la ratification en cours de l'AfCFTA par les États membres de l'UA depuis son introduction en mars 2018 à Kigali, au Rwanda, indique un engagement clair et capital du continent à accélérer son intégration régionale et continentale. À ce jour, 52 des 55 États membres de l'UA sont signataires de l'accord et 22 d'entre eux ont déjà approuvé la ratification de l'accord sur l'AfCFTA au niveau des parlements nationaux. Sur ces 22, 19 ont déposé des instruments de ratification auprès de la Commission de l'Union africaine. Les 3 autres le feront sous peu. Compte tenu de cet élan, il est prévu de lancer la phase opérationnelle de la ZLEA en juillet de cette année à Niamey, au Niger. Dans cet esprit, il est clairement nécessaire d'appuyer et de renforcer continuellement sa mise en œuvre à tous les niveaux. Au-delà de la création du comité national de l'AfCFTA, il est également nécessaire de veiller à ce que les États membres de l'Union africaine et les communautés économiques régionales disposent de plates-formes formelles opéra-



tionnelles pour mener des consultations et un dialogue multipartites réguliers afin de garantir l'élaboration et le processus de mise en œuvre. Les processus d'élaboration de politiques commerciales inclusives peuvent contribuer de manière significative à l'autonomisation des populations et persuader les gouvernements d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques qui utilisent le commerce comme moyen de rechercher l'équité économique et la justice sociale. C'est dans ce contexte que se déroule ce dialogue de deux jours avec les parties prenantes. Son objectif principal est de réunir les principales parties prenantes afin d'élaborer une stratégie susceptible de contribuer à la mise en œuvre réussie de l'AfCFTA, ce qui permettra de concrétiser les aspirations de l'Afrique énoncées dans l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons.

Augustin

TRANSPORT & LOGISTICS

Charles Gafan, pour relancer l'ACAD

Charles Kokouvi Gafan, Président Directeur Général de Bolloré Transport & Logistics Togo présidera l'Association des Commissionnaires Agréés en Douanes (ACAD) pour la relance des activités. L'ACAD est composée d'une dou-

maine économique. L'ACAD, en procédant au démarrage de ses activités, entend se muer en une force de propositions pour une meilleure organisation du secteur tout en renforçant son apport à l'émergence de l'économie togolaise », a indiqué



zaine de sociétés qui interviennent dans le transport, la logistique et les formalités douanières pour les tiers. Il s'agit de Bolloré Transport & Logistics Togo, Saga, Sahel-Trans Togo, Damco, Navitrans Africa Togo, Astrans International, Atracom-Togo, R-Logistic, Transcom Inter, TDL, Medlog Transport & Logistics et Torecom Transit. L'association se veut un regroupement de professionnels des secteurs précités, avec pour principes fondateurs « l'ingéniosité de ses membres et leur probité morale sans faille ». « L'association veut être un interlocuteur légitime auprès des organes de l'Etat, associations partenaires ou tout autre mouvement œuvrant dans le do-

Charles Gafan. L'ACAD se donne aussi pour mission la défense des intérêts des entreprises membres, l'analyse des pratiques et la prise d'initiatives liées à la profession et le rôle d'interlocuteur des autorités ou de toute autre partenaire économique pour le secteur. La corporation des acteurs du secteur de transit et de la logistique entend ainsi contribuer davantage à la création de richesses dans la dynamique de la réalisation du Plan National de Développement (PND). ACAD a été portée sur les fonts baptismaux par les membres de NAVITOGO il y a de cela une vingtaine d'années.

CULTURE

Kossivi Egbétonyo lance une série de rencontres d'échanges avec les artistes et les promoteurs culturels

Kossivi Egbétonyo, ministre de la culture, tourisme et des loisirs a échangé ce 21 mai avec une trentaine de responsables d'association des artistes de la chanson et des promoteurs culturels. Cette rencontre est le début d'une série qui va se poursuivre à Lomé et à l'intérieur du pays. L'objectif de ces rencontres d'échanges s'articule autour de quatre points à savoir l'amélioration des conditions de vie et de travail des artistes,

manière à faire de la terre de nos aïeux, un pays culturel rayonnant au firmament des nations. Et pour que cela advienne, nous avons tous et chacun notre part à faire et s'il est vrai qu'à plusieurs on est fort, alors, nous devons agir ensemble et de concert (...). Je rêve d'un Togo où la culture devient un vecteur de développement ! Je rêve d'un Togo où la culture rapproche et incite à la solidarité agissante ! Je rêve, enfin, d'un Togo où la comédie corrige les



les nouvelles orientations du fonds d'aide à la culture, le diagnostic des maux dont souffrent les artistes et la contribution des artistes au Plan national de développement (PND). Dans son adresse aux artistes de la chanson et aux promoteurs culturels, le ministre les a invité à des échanges fructueux et francs en vue de faire de la culture un véritable vecteur de développement à travers des industries culturelles compétitives. "Je voudrais donc saisir cette opportunité pour vous lancer un vibrant appel au don de soi à fond, de

mœurs, où la musique élève l'âme et guérit ses blessures, où l'art, réjouit le cœur !", a indiqué Kossivi Egbétonyo. Cette initiative a été appréciée par les artistes présents qui ont énuméré un chapelet de doléances relatives entre autres; à la construction des maisons de la culture et des salles de spectacles dans les différents quartiers et différentes villes du pays et l'augmentation de la subvention du gouvernement au fonds d'aide à la culture.

Ghislain



BIA Togo

Croire en vous



Des **SOLUTIONS BANCAIRES SUR-MESURE**



Compte épargne

PACK SÉRÉNITÉ

- Carte bancaire (Aisance)
- Services de banque à distance **BIA**Net **BIA**Mobile



Compte courant

PACK ESSENTIEL

- Carte bancaire (Horizon, Elite)
- Services de banque à distance **BIA**Net **BIA**Mobile
- Frais de tenue de compte



Compte courant

PACK FONCTIONNAIRE

- Carte bancaire (Horizon, Elite)
- Services de banque à distance **BIA**Net **BIA**Mobile
- Frais de tenue de compte
- Ligne de découvert jusqu'à 50% du salaire*

*Offre soumise à conditions